



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/YA

Arrêté préfectoral mettant en demeure la Société Nouvelle Woestelandt et fixant des mesures d'urgence à l'encontre de cette société pour l'exploitation de sa carrière sur la commune de NIEURLET

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 211-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment les articles L. 122-1 et L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 2003 modifié autorisant la Société Woestelandt à exploiter une carrière à NIEURLET ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 mars 2015 portant autorisation de changement d'exploitant et imposant des prescriptions complémentaires concernant l'exploitation d'une carrière à NIEURLET par la Société Nouvelle Woestelandt ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2022 imposant à la Société Nouvelle Woestelandt des prescriptions complémentaires relatives à la modification des conditions de remblaiement pour sa carrière exploitée sur la commune de NIEURLET ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le courriel du 27 janvier 2025 demandant à l'exploitant la réalisation d'analyses des déchets reçus le 23 janvier 2025 ;

Vu les rapports du 17 mars 2025 relatifs aux inspections des 23 janvier et 12 février 2025 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier du 18 mars 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 31 mars 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. la Société Nouvelle Woestelandt est autorisée, par arrêté préfectoral modifié du 6 mars 2003 susvisé, à exploiter une carrière d'argile sur le territoire de la commune de NIEURLET ;

2. lors de l'inspection du 23 janvier 2025, il est constaté que :

- le contrôle de l'accès au site et la signalisation du danger sont insuffisants ;
- le point de rejet en sortie de site n'est équipé ni d'un canal de mesure du débit ni d'un dispositif de prélèvement, qu'aucun contrôle des rejets des eaux pluviales n'a été réalisé en 2024 ;
- le remblayage de la carrière a généré l'accumulation d'eaux noirâtres et odorantes en fond de carrière. La configuration actuelle de la carrière ne permet pas le bon écoulement des eaux (pompe indisponible en période de gel / accumulation de boues bouchant la pompe) ;
- aucun panneau en entrée de site n'indique la liste des déchets admissibles, ni ne rappelle que le remblayage ne peut être réalisé que par des matériaux préalablement triés ;
- la conformité des déchets inertes externes n'est pas vérifiée tous les 1000 m³ ;
- aucun registre des déchets entrants formalisé et complet n'est disponible pour le site ;

3. les prescriptions des articles 10.3.1, 10.3.5, 10.3.7, 11 et 15.3.2 de l'arrêté préfectoral modifié du 6 mars 2003 susvisé ne sont dès lors pas respectées ;

4. lors de l'inspection du 12 février 2025, il est constaté que :

- avant d'être admis, les chargements de déchets ne font pas l'objet d'une vérification, par l'exploitant des installations, du bordereau de suivi permettant d'assurer la traçabilité des déchets. Aucun contrôle visuel des déchets n'est réalisé à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;
- les certificats d'acceptation préalables présentés par l'exploitant sont incomplets. Le caractère inerte et non dangereux de certains déchets reçus n'est pas démontré (déchets déposés par la société Veolia (agence de Boulogne-sur-mer) le 23 janvier 2025) ;

5. à l'issue de l'inspection du 12 février 2025, il a été, par courriel du 13 février 2025, demandé à l'exploitant de réaliser, sous un délai maximal de 5 jours, des analyses de caractérisation des déchets reçus le 23 janvier 2025. L'exploitant n'y a pas donné suite ;

6. les prescriptions des articles 2.1, 10.3.1 et 10.3.4 de l'arrêté préfectoral modifié du 6 mars 2003 susvisé, ne sont dès lors pas respectées ;

7. face aux manquements décrits précédemment, il convient de mettre en demeure la Société Nouvelle Woestelandt de respecter les prescriptions susmentionnées en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

8. la poursuite de l'utilisation de certains déchets pour remblayer la carrière d'une part, et du rejet des eaux pluviales (collectées en fond de carrière) dans le réseau communal d'autre part, sont susceptibles de porter atteinte à certains intérêts protégés par les article L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement, en particulier la protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects ;

9. il convient d'imposer des mesures d'urgence aux installations visées par la présente mise en demeure, dans l'attente d'un retour à une situation conforme ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La Société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 NIEURLET, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes, pour sa carrière située à la même adresse, dans les délais correspondants :

Référence réglementaire	Prescription	Délai
Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 – article 11	Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, notamment l'accès aux fronts en cours d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.	8 jours
Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 – article 15.3.2	[...]Les eaux pluviales de ruissellement sur les flancs de la carrière sont recueillies en fond de carrière. Elles sont pompées (débit maximal de 20 m ³ /h) pour être rejetées via le réseau eau pluviale de la commune dans la rivière de Booneghem au sud de la carrière. [...]L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. Un contrôle des eaux rejetées est effectué une fois par an sur les paramètres suivants : débit, pH, température, MEST, DCO, HCT.	2 mois
Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 – article 10.3.1	Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.[...] L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et souterraines ainsi que les sols.	15 jours

	<p>Un panneau à l'entrée du site indique la liste des déchets admissibles et rappelle que le remblayage ne peut être réalisé que par des matériaux préalablement triés.</p> <p>L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 10.3.3 ci-dessous, puis il vérifie que ces déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'article 10.3.2.[...]</p>	
Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 – article 10.3.7	<p>Les déchets inertes externes feront l'objet d'une vérification par l'exploitant afin de vérifier leur conformité aux valeurs limites fixées à l'article 10.3.2 à minima tous les 1 000 m³ et au moins une fois par chantier de plus de 1 000 m³.</p>	8 jours
Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 – article 2.1	<p>Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix et soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant. L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols[...].</p> <p>Demande formulée par courriel du 13 février 2025 susvisé :</p> <p>"L'exploitant devra réaliser <u>sous un délai maximal de 5 jours</u> par un laboratoire agréé à cet effet des analyses de ces déchets permettant de les caractériser, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • leur composition physico-chimique précise, • leur éventuel caractère dangereux au regard des critères de dangerosité définis par la directive n° 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets (critères HP1 à HP15 figurant en annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) • le cas échéant, leur caractère inerte ou non inerte. <p>Le choix du laboratoire et de la date de prélèvement devront faire l'objet d'une validation par les services d'inspection qui assistera aux prélèvements. Le producteur des déchets sera également convoqué afin d'être présent lors du prélèvement."</p>	8 jours

<p>Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 – article 10.3.4</p>	<p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande en préalable au producteur des déchets un bordereau de suivi indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; • le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; • le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; • l'origine des déchets ; • le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe 1 de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; • la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 10.3.1 ci-dessus.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.[...]</p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents par l'exploitant de l'installation.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le bordereau de suivi prévu ci-dessus par les informations minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; • la date et l'heure de l'acceptation des déchets. <p>Un exemplaire original du bordereau de suivi est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]</p>	<p>8 jours</p>
<p>Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 – article 10.3.5</p>	<p>L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Celui-ci contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de réception du déchet ; • la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe I] de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; • la quantité du déchet entrant ; • le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ; • le nom et l'adresse du ou des transporteurs ; • le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; 	<p>8 jours</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement CE n°1013/2006 du 14 juin 2006 ; • le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et I] de la directive n°2008/98/CE. Pour le remblayage par des déchets d'extraction inertes ainsi que les déchets inertes externes répondant aux critères du 10.3.2 du présent arrêté, le code est RI1 ; • l'accusé d'acceptation des déchets prévu à l'article 10.3.4 ; • le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 10.3.4 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; • le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
--	--	--

Ces délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 – Mesures d'urgence

La Société Nouvelle Woestelandt, pour sa carrière située 4 route de Booneghem 59143 NIEURLET, est tenue d'appliquer, dès notification du présent arrêté les mesures d'urgence suivantes :

- interdiction de rejeter par pompage ou surverse (ou d'évacuer en tant que déchets), les eaux pluviales de la carrière dans le réseau communal de collecte, sans l'aval des services de l'inspection ;
- interdiction d'utiliser en tant que matériau de remblayage ou d'évacuer à l'extérieur du site les déchets déposés depuis le 23 janvier 2025 par la société Véolia (agence de Boulogne-sur-Mer) sans l'aval des services de l'inspection.

Article 3 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, la fermeture ou la suppression des installations sera ordonnée, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant conformément au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 5– Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de NIEURLET ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de NIEURLET et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-carrieres-med-2025> et <http://nord.gouv.fr/icpe-carrieres-sanctions-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **16 MAI 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



